

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2017)

Heft: 2183

Artikel: Nécessaire SSR : l'initiative No Billag met en danger la diversité culturelle et la cohésion nationale

Autor: Delley, Jean-Daniel

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014400>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Nécessaire SSR

L'initiative No Billag met en danger la diversité culturelle et la cohésion nationale

Jean-Daniel Delley - 05 novembre 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/32336>

Rarement campagne référendaire aura débuté aussi tôt. La votation sur l'initiative [Oui à la suppression des redevances radio et télévision \(suppression des redevances Billag\)](#) n'est agendée que pour le 4 mars prochain. Mais déjà ses partisans occupent solidement la scène, du moins outre-Sarine. Car c'est la Suisse alémanique qui fournit l'essentiel du contingent des adversaires de la SSR.

Le [tweet](#) d'un député UDC après le vote des délégués zurichois sur l'initiative - 223 oui contre 6 non - traduit bien la violence des opposants à la SSR: «*Détruire dans l'urne l'émetteur public SSR*».

Car c'est bien d'une destruction qu'il s'agit. L'initiative a le mérite de la clarté. Fini le temps des demi-mesures qu'on pouvait encore faire passer pour une mise au pas d'une régie par trop ambitieuse.

Il n'est plus simplement question de réduire de moitié la redevance, de limiter le périmètre de la concession de service public à ce que le secteur privé ne peut produire ou de restreindre la mission de la SSR à la production de contenus à fournir gratuitement à ce même secteur privé.

Une attaque sur plusieurs fronts

L'attaque présente est d'autant plus redoutable qu'elle fédère plusieurs adversaires. Les politiques tout d'abord - en premier lieu l'UDC - pour qui la SSR représente un bastion de la gauche. Les thuriféraires de l'économie de marché ensuite, parce que le géant du service public ferait trop d'ombre aux médias privés. De jeunes *yuppies* enfin - les Jeunesses UDC et libérales-radicales sont à l'origine de l'initiative - drogués à la gratuité des prestations audiovisuelles et qui pointent la ringardise des programmes de la SSR.

Ces différentes critiques méritent débat. Mais elles ne justifient pas de priver soudainement la SSR des trois quarts de ses recettes et les 21 radios et 13 TV locales de plusieurs dizaines de millions indispensables à leur activité. Le [comité d'initiative](#) prétend que les 1'350 millions ainsi libérés offriront aux consommateurs la possibilité de varier leur choix grâce à une plus grande diversité de l'offre médiatique. Mais la dispersion de l'offre sur un marché aussi restreint que la Suisse ne permettrait pas l'émergence d'un acteur de taille suffisante pour offrir des programmes tout à la fois

complets et de qualité. L'individualisme exacerbé des initiateurs - «*Chaque personne connaît ses besoins et préférences mieux qu'autrui et sait de fait comment dépenser l'argent qu'elle a durement gagné*» - les conduit à confondre le paysage audiovisuel avec un marché de biens de consommation courante.

Par ailleurs ce choix existe aujourd'hui déjà. En effet, contrairement à ce que ne cessent d'affirmer ses critiques, la SSR ne détient pas une position de monopole. Si les chaînes publiques de la radio captent en moyenne les deux tiers de l'écoute, celles de la télévision peinent à franchir la barre des 30%, concurrencées qu'elles sont par les chaînes étrangères dans les trois régions linguistiques. Ce n'est pas le moindre des paradoxes de voir un parti souverainiste, et qui s'octroie le label de «*qualité suisse*», militer pour l'affaiblissement de la SSR et faire ainsi le lit des TV étrangères.

Rendre compte de la diversité culturelle

La répartition des ressources de la SSR constitue un élément-clé du fédéralisme helvétique. La Suisse alémanique génère 70,5% des recettes de la SSR, mais n'en

conserve que 45,6%. Cette péréquation profite à la Suisse romande (24,7% des recettes mais 32,6% des ressources) et surtout à la Suisse italienne (4,5% des recettes et 21,8% des ressources). L'assèchement des moyens financiers de la SSR prétérirait la diversité culturelle du pays et plus particulièrement les minorités latines. Car de médias privés à but lucratif, on ne peut attendre qu'ils assurent ce subtil équilibre qui contribue à la cohésion nationale.

Pas question bien sûr que la SSR se lance activement dans [la campagne référendaire](#). Qu'elle se contente de

simplement rappeler le [large éventail de ses prestations](#): aide à la production cinématographique, soutien aux orchestres et à toutes les formes de musique, à la littérature et aux sports. Et que les innombrables bénéficiaires de ces prestations - individus comme associations - se mobilisent pour la défense de l'audiovisuel public.

Au vu des enjeux véritables, ce combat contre la SSR, qu'il résulte de motifs politiques ou d'intérêts économiques, apparaît dérisoire ([DP 2139](#)). La pénétration des TV étrangères et les parts du marché publicitaire qu'elles

s'approprient tout comme surtout Internet (plus du quart du marché) constituent le véritable défi pour les acteurs médiatiques helvétiques.

Dans cette perspective, plutôt que de se livrer à une guéguerre qui n'engendrera que des perdants, la SSR, les émetteurs locaux et régionaux ainsi que la presse écrite seraient bien inspirés de réfléchir à leur complémentarité et aux moyens de la développer. [Gilles Marchand](#), le nouveau directeur général de la SSR, semble l'avoir compris. Trouvera-t-il des interlocuteurs?

Le fédéralisme persiste et signe pour 50 ans

Le système fédéraliste reste un modèle viable, en toute souplesse et proximité

Yvette Jaggi - 01 novembre 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/32319>

La Suisse sera-t-elle encore fédéraliste dans 50 ans? La question était posée avec «*une réelle inquiétude*» dans la perspective de la cinquième [Conférence nationale](#) sur le fédéralisme qui vient de se tenir à Montreux.

Elle a reçu une première réponse plutôt rassurante dans un [vaste sondage](#) fait ce printemps auprès de quelque 500 «*leaders d'opinion*» et 1'200 représentants du «*grand public*», tous habitants de notre pays. 90% des premiers et 59% des seconds ont affirmé que la Suisse resterait bel et bien

fédéraliste dans le demi-siècle à venir. Mais 29% des personnes interrogées n'ont pas osé un pronostic, le pourcentage de non-réponse s'élevant à plus de 40% chez les personnes ayant une formation de base ou aucune préférence politique.

Quant au sentiment actuel d'attachement au système fédéraliste suisse, il demeure inégal. Les plus «*mordus*» se retrouvent en Suisse romande (31%) et au Tessin (38%), parmi les personnes ayant une formation supérieure (34%) et chez les plus de 46 ans

(30-33%). Inversement, les moins «*accros*» du fédéralisme vivent en Suisse alémanique (21%), ont une formation de base ou secondaire (15-20%) et ont moins de 45 ans (16-20%). Ce qui permet à la distinguée *Neue Zürcher Zeitung* de titrer dans un style plutôt inhabituel: [Viele foutieren sich um den Föderalismus](#).

Stabilité, souveraineté, solidarité et prospérité

Même ses adeptes les plus modérés reconnaissent au système fédéraliste divers